

EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SEANCE DU 4 MARS 2021

Nombre de Conseillers :

En exercice : 77

Présents : 40

Votants : 73 (dont 33 procurations)

N°38

OBJET :

**CONTRAT TERRITORIAL
MORGE-BURON-
MERLAUDE 2021-2023
ET
CONVENTION DE
COOPERATION PUBLIC-
PUBLIC ET DE GESTION
DE SERVICE**

Rendue exécutoire :

Transmise en Sous-Préfecture

le : 22 MARS 2021

Publiée ou notifiée

le : 22 MARS 2021

Le Conseil Communautaire de Vichy Communauté – Communauté d'Agglomération, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel d'Agglomération Vichy Communauté, en session, sous la présidence de **Monsieur Frédéric AGUILERA, Président.**

Présents :

M. Frédéric AGUILERA, Président.

Mmes et MM. Elisabeth CUISSET, Jean-Sébastien LALOY, Caroline BARDOT, Joseph KUCHNA, Michèle CHARASSE, François SENNEPIN, Nicole COULANGE, Michel MARIEN, Nathalie CHAMOUX BOUILLON, Jean-Marc GERMANANGUE, Marilyne MORGAND, Bernard AGUIAR, Charlotte BENOIT (jusqu'à la délibération n°43), Jean-Claude BRAT, Vice-Présidents.

Mmes et MM. Romain LOPEZ, Patrick SEROR, Ludivine DUFRAISE, Christine MAGNAUD, Philippe COLAS, Thierry WIRTH, Thierry LAPLACE, Annie CORNE, Pascal DEVOS, Jean-Marc BOUREL, Jean-Dominique BARRAUD, Jean-Pierre RAYMOND, Véronique TRIBOULET, Christophe DUMONT, Sandrine MORIER-MIZOULE, Alexis MAYET, Jacques BLETTY, Sylvain BRUNO, Pierre BONNET, Claude MALHURET, Jean-Pierre SIGAUD, Isabelle RECHARD, Conseillers Communautaires.

formant la majorité des membres en exercice.

Absents avant donné procuration :

Mmes et MM. Monique GIRAUD à Romain LOPEZ, Françoise DUBESSAY à François SENNEPIN, Michel LAURENT à Jean-Claude BRAT, Elisabeth BARGE à François SENNEPIN, Alain VENUAT à Jean-Claude BRAT, Ariane MILET à Jean-Dominique BARRAUD, Hadrien FAYET à Nathalie CHAMOUX BOUILLON, Bertrand BAYLAUCQ à Jean-Sébastien LALOY, Annie DAUPHIN à Annie CORNE, François HUGUET à Joseph KUCHNA, Jean-Louis LONG à Nicole COULANGE, Marie CHATELAIS à Annie CORNE, Benjamin BAFOIL à Jean-Sébastien LALOY, Marie-José MORIER à Nicole COULANGE, Séverine THOMAS-MOLLON à Jean-Dominique BARRAUD, Romain DEJEAN à Christine MAGNAUD, Jean-Michel MEUNIER à Elisabeth CUISSET, Laure GUERRY à Joseph KUCHNA, Yves-Jean BIGNON à Charlotte BENOIT(jusqu'à la délibération n°43), Jean-Philippe SALAT à Charlotte BENOIT (jusqu'à la délibération n°43), Evelyne VOITELLIER à Bernard AGUIAR, Jean ALMAZAN à Romain LOPEZ, Anne-Sophie RAVACHE à Caroline BARDOT, Valérie LASSALLE à Elisabeth CUISSET, Patrick BLETHON à Frédéric AGUILERA, Pauline TIROT à Sandrine MORIER-MIZOULE, Henri SARRE à Caroline BARDOT, Corinne IBARRA à Pierre BONNET, Alexis BOUTRY à Jean-Marc GERMANANGUE, Linda PELISSIER à Marilyne MORGAND, Christiane LEPRAT à Mme Véronique TRIBOULET, Bernard KAJDAN à Jacques BLETTY, Sylvie DUBREUIL à Jacques BLETTY.

Absents représentés par son suppléant :

Mme et MM. Jacques TERRACOL par Gérard DEPALLE, Olivier ROYER par Patricia ROZZIO, Christine BOUARD par Nathalie VERRIERE.

Absents excusés :

Mme et MM. François SZYPULA, Franck GONZALES, Jean-François CHAUFFRIAS, Alexandre GIRAUD.

Secrétaire : M. Jean-Claude BRAT.

Monsieur le Président,

Vu le Code de la Commande publique, notamment l'article L2511-6,

Vu la Directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000, dite Directive-cadre sur l'eau,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique (articles 56 à 59) créant une compétence ciblée et obligatoire relative à la gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI), et l'attribuant aux communes et à leurs groupements,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), et notamment son article 76 confiant ces missions au 1er janvier 2018 aux communes avec transfert de droit de la compétence à leurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre,

Vu l'arrêté préfectoral n° 18-02032 du 13 décembre 2018 portant modification des statuts de la Communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans,

Considérant que la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans, la communauté de communes Combrailles Sioule et Morge, la communauté de communes Plaine Limagne et Vichy Communauté exercent la compétence GEMAPI sur leurs territoires respectifs,

Considérant que la gestion des milieux aquatiques est mise en œuvre à l'échelle de bassins versants hydrographiques cohérents, notamment via des contrats territoriaux (outil de financement de l'agence de l'eau Loire-Bretagne),

Considérant le projet de contrat territorial Morge-Buron-Merlaude pour la période 2021-2023 ainsi que son plan de financement,

Considérant que la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans est chargée de l'animation générale du contrat territorial, du suivi opérationnel et technique des actions, des études globales et de l'accompagnement technique des autres EPCI ne disposant pas de moyens en interne, selon les termes de la convention de coopération public-public et de gestion de service ci-annexée,

Considérant l'avis technique de la commission locale de l'eau du SAGE Allier aval en date du 7 janvier 2021,

Propose au Conseil Communautaire :

- D'approuver programme du contrat territorial Morge-Buron-Merlaude pour la période 2021-2023 et son plan de financement,
- D'autoriser le Président ou son représentant légal à déposer ce contrat territorial auprès de l'agence de l'eau Loire-Bretagne pour instruction et subventionnement puis à le signer,
- D'autoriser le Président ou son représentant à signer la convention de coopération public-public et de gestion de service avec les trois EPCI concernés,
- D'autoriser le Président ou son représentant à solliciter les subventions relatives à la mise en œuvre du programme d'actions 2021-2023 auprès de l'agence de l'eau Loire-Bretagne et du Conseil départemental du Puy-de-Dôme,
- D'autoriser le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre du programme d'actions du contrat territorial pour la période 2021-2023.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire :

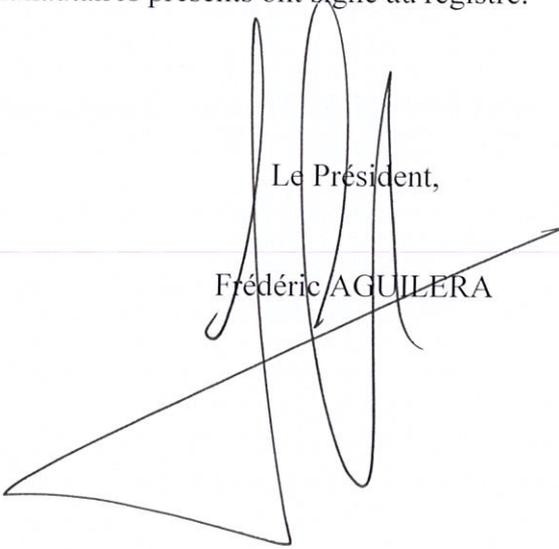
- Approuve ces propositions,
- Charge M. le Président et M. le directeur général des services de l'exécution et de la publication de ces décisions.

.....
Fait et délibéré, à l'unanimité, en l'Hôtel d'Agglomération Vichy Communauté,
le 4 mars 2021.

Les Conseillers Communautaires présents ont signé au registre.

Le Président,

Frédéric AGUILERA



Convention de coopération « public-public » et de gestion de service

**Convention de coopération et de gestion de service concernant la gestion des milieux aquatiques
(GEMA) sur le bassin versant Morge-Buron-Merlaude**

ENTRE

La Communauté de Communes Plaine Limagne, sise 158, Grande rue, BP23, 63260 Aigueperse représentée par son Président en exercice Monsieur Claude Reynaud dûment habilité à cet effet par une délibération du conseil communautaire en date du ;

La Communauté de Communes Combrailles Sioule et Morge, sise 21-23 Rue Victor-Mazuel, 63410 Manzat représentée par son Président en exercice Monsieur Jean-Marie Mouchard dûment habilité à cet effet par une délibération du conseil communautaire en date du ;

La Communauté d'agglomération Vichy Communauté, sise 9, place Charles de Gaulle, CS 92956, 03209 Vichy Cedex représentée par son Président en exercice Monsieur Frédéric Aguilera dûment habilité à cet effet par une délibération du conseil communautaire en date du 4 mars 2021 ;

Ci-après dénommé « **les EPCI bénéficiaires** »

D'une part ;

ET

La Communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans, sise 5 mail Jost Pasquier, CS 80045, 63201 Riom Cedex, représenté par son Président en exercice Monsieur Frédéric Bonnichon dûment habilité à cet effet par une délibération du conseil communautaire en date du **(à préciser)**

Ci-après dénommée « **la Communauté d'agglomération RLV** »

D'autre part ;

PREAMBULE

Dans le cadre de la réforme territoriale, la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles dite « loi MAPTAM », introduit une nouvelle compétence obligatoire concernant la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (dite « compétence GEMAPI »). Cette compétence est attribuée aux communes à partir du 1^{er} janvier 2018 et aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (ci-après « EPCI ») lorsqu'ils existent sur le territoire.

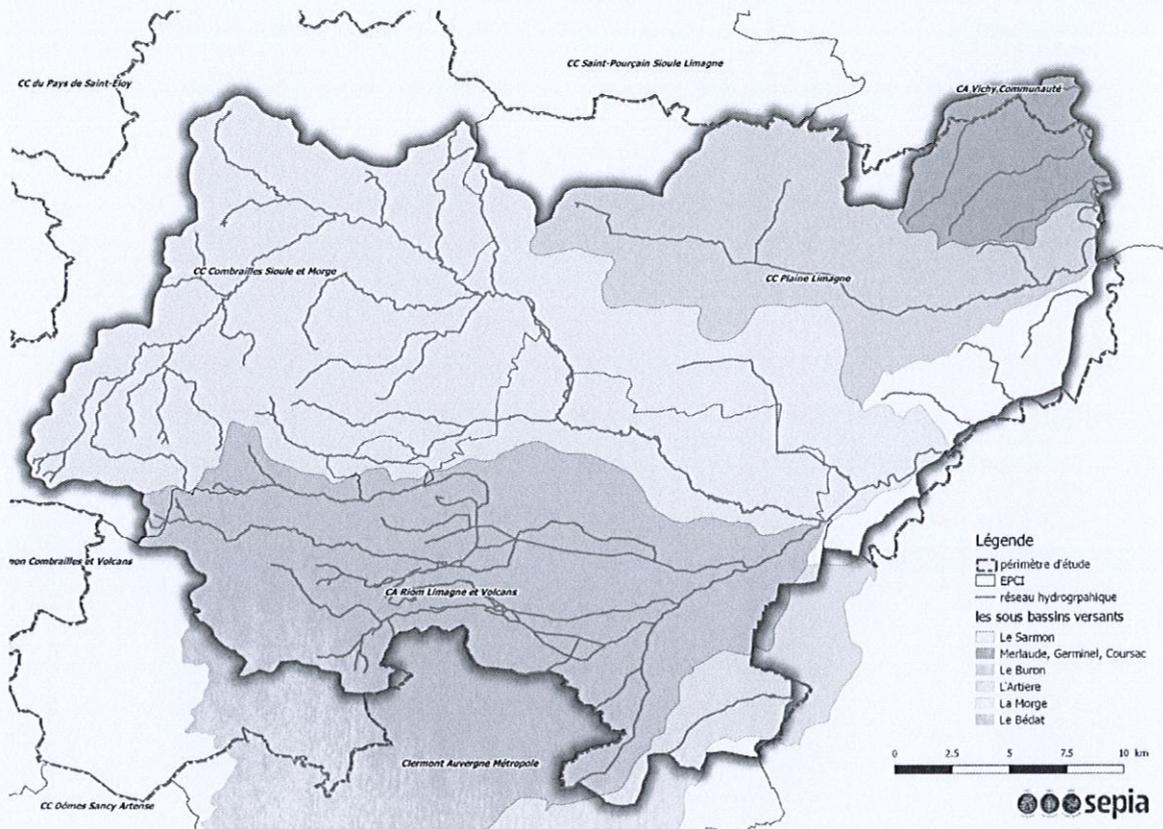
Il ressort de l'article L. 211-7 I et I bis du code de l'Environnement que la compétence GEMAPI comporte quatre missions correspondant à :

- L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;
- La défense contre les inondations et contre la mer ;
- La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Les missions relatives à l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, de même que celles relatives à la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines, concernent plus particulièrement le volet « gestion des milieux aquatiques » (GEMA) de la compétence GEMAPI.

Par ailleurs, en dehors de la compétence GEMAPI mais en étroite corrélation avec cette dernière, les EPCI peuvent exercer à titre facultatif la compétence relative à l'animation et la concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique (article L. 211-7 I 12° du code de l'environnement).

A l'échelle du bassin versant Morge-Buron-Merlaude, le morcellement des missions relatives à la gestion des milieux aquatiques entre différentes structures opératrices (EPCI) ne permet pas de disposer d'une approche cohérente de la compétence.



EPCI et bassins versants du territoire (Sépia, 2019)

Le territoire correspondant au bassin versant Morge-Buron-Merlaude présente un enjeu fort en terme de gestion des milieux aquatiques.

L'état des masses d'eau est fortement impacté par l'activité anthropique. Les deux tiers des masses d'eau du territoire sont en état écologique mauvais ou médiocre. Des linéaires conséquents de cours d'eau ont été artificialisés, notamment dans la plaine de Limagne où des travaux de drainage des terres agricoles et de rectification des rivières ont été menés dans les années 1970. On compte également de nombreux obstacles à l'écoulement sur l'ensemble des masses d'eau.

Partant de ce constat, et en l'absence de structure unique exerçant la compétence GEMAPI à l'échelle de ces bassins versants, il apparaît nécessaire que les EPCI compétents en matière de gestion des milieux aquatiques exercent en commun cette mission et coopèrent à une échelle hydrographique cohérente. Plus précisément, afin d'éviter un émiettement de la gestion de cette compétence, il est proposé aux EPCI concernés de coopérer afin de mener des actions en commun sur ce bassin versant.

Pour ce faire, à la demande et en concertation avec l'Agence de l'eau Loire-Bretagne, les quatre établissements publics de coopération intercommunale membres de la présente convention ont d'ores et déjà conclu le **(date de signature à préciser)** un contrat territorial milieux aquatiques Morge-Buron-Merlaude.

En complément, la présente convention de coopération vise à préciser les modalités d'animation de ce contrat et de mise en œuvre du programme d'actions par les EPCI signataires.

Par ailleurs, compte tenu de l'importance en volume de ses interventions sur le bassin versant Morge-Buron-Merlaude et ses moyens humains et techniques, la Communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans apparaît en capacité d'assurer le rôle de chef de file pour l'animation du contrat territorial et le portage des actions en commun.

Cette coopération est de nature à contribuer à dégager une vision d'ensemble et coordonnée à l'échelle du bassin versant et à réaliser des économies d'échelle pour les actions à mener.

Ainsi, les quatre EPCI décident de coopérer et de mener conjointement leurs missions de service public afin de réaliser des actions en commun. Pour ce faire, compte tenu des moyens humains et matériels de la Communauté d'agglomération RLV, les trois autres EPCI acceptent de lui confier certains des services liés à la compétence relative à la gestion des milieux aquatiques conformément aux dispositions de l'article L. 5214-16-1 du CGCT (en ce qui concerne la gestion des services confiée par les communautés de communes) et de l'article L. L. 5216-7-1 du CGCT (en ce qui concerne la gestion des services confiée par les communautés d'agglomération).

La présente convention de coopération vise à garantir que les services publics dont chacune des parties a la responsabilité sont réalisés en vue d'atteindre l'objectif qu'ils ont en commun consistant à réaliser des actions de gestion des milieux aquatiques à l'échelle du bassin versant Morge-Buron-Merlaude en application du contrat territorial Morge-Buron-Merlaude pour la période 2021-2023.

La présente convention de coopération est régie uniquement par des considérations et des exigences liées à l'intérêt public et ne prévoit aucune activité réalisée au bénéfice de tiers et ce, conformément aux dispositions de l'article L. 2511-6 du code de la commande publique relatif aux marchés publics de coopération entre pouvoirs adjudicateurs.

Il est convenu et arrêté ce qui suit

ARTICLE 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de réalisation des actions menées en commun par les EPCI signataires sur le bassin versant Morge-Buron-Merlaude en matière de gestion des milieux aquatiques, telles que définies par le contrat territorial milieux aquatiques Morge-Buron-Merlaude pour la période 2021-2023.

Elle vise notamment à préciser les conditions d'intervention de la Communauté d'agglomération RLV pour réaliser ces actions à l'échelle du bassin versant, ainsi que les modalités de coopération des autres EPCI qui seront associés à la réalisation de ces actions.

La présente convention ne porte ni sur les missions relatives à la prévention des inondations relevant de la compétence GEMAPI qui seront exercées individuellement par chaque EPCI à l'échelle de son périmètre, ni sur les actions relevant de la gestion des milieux aquatiques menées en dehors du périmètre du contrat territorial Morge-Buron-Merlaude.

ARTICLE 2 – Description des actions objet de la présente convention

La présente convention de coopération porte sur l'animation du contrat territorial, le suivi opérationnel et technique des actions prévues par le contrat territorial 2021-2023, les études globales en lien avec ces actions, ainsi que l'accompagnement technique des EPCI qui ne disposent pas des moyens en interne. Elle ne concerne pas la maîtrise d'ouvrage des travaux, qui reste du ressort de chacun des EPCI signataires de la présente convention.

Le programme d'actions détaillé est joint au contrat territorial Morge-Buron-Merlaude pour la période 2021-2023.

ARTICLE 3 – Engagements des parties

3.1 – Engagements de la Communauté d'agglomération RLV

La Communauté d'agglomération RLV se voit chargée, par la présente convention, de la réalisation des missions suivantes :

- Au titre de l'animation du contrat territorial :

- Animation générale du contrat : organisation et animation des comités de pilotage et autres instances mises en place dans le cadre du contrat ;
- Veille réglementaire et technique ;
- Suivi technico-financier du contrat (tableau de bord, suivi des demandes et de l'octroi des subventions pour l'animation) ;
- Coordination avec le SAGE Allier aval, le SDAGE Loire-Bretagne, le PAPI de l'agglomération riomoise et les autres politiques d'aménagement ;
- Suivi de la mise en œuvre du contrat, coordination avec les autres maîtres d'ouvrages du contrat ;
- Relation avec les partenaires techniques et financiers ;

- Appui technique des autres maîtres d'ouvrages pour la définition de leurs opérations (études ou travaux) : appui à la rédaction des cahiers des charges notamment ;
- Communication auprès des propriétaires riverains et gestionnaires ;
- Elaboration ou mise à jour des guides ou autres supports de communication ;
- Information et sensibilisation des différents usagers du contrat (élus, professionnels, particuliers, scolaires notamment) ;
- Communication globale autour du contrat (articles, site internet, etc.).

- Accompagnement technique des autres EPCI dans le cadre du contrat territorial :

- Définition, dimensionnement des travaux, contact avec les propriétaires ou les exploitants pour quantifier les travaux à la parcelle ;
- Rédaction des projets de Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) des marchés de travaux ;
- Accompagnement dans le cadre du suivi de l'exécution des marchés : suivi du prestataire ;
- Accompagnement dans le cadre du suivi de chantier, au suivi « terrain » des travaux et à la réception des travaux ;
- Accompagnement à l'élaboration et au suivi des procédures type autorisation ou déclaration loi sur l'eau.

Les EPCI bénéficiaires conservent la maîtrise d'ouvrage des travaux issus du contrat territorial. Ainsi, chaque EPCI sera en charge de la passation des marchés publics nécessaires à la réalisation du contrat territorial sur son territoire (publicité des avis, analyse des offres, conclusion du marché notamment) et à l'exécution de ces mêmes marchés (suivi des chantiers, gestion des paiements, réception des travaux notamment). De plus, chaque EPCI gèrera les demandes et le suivi des subventions concernant les actions dont il assure la maîtrise d'ouvrage directement.

S'ils le souhaitent, les EPCI signataires de la présente convention, pourront se regrouper pour passer et/ou exécuter un ou plusieurs marchés portant sur des travaux ou des études globales intéressant les actions du contrat territorial, dans le cadre d'une convention de groupement de commandes au sens de l'article L. 2113-6 du code de la commande publique. Dans ce cas, les demandes de subventions seront gérées par le coordonnateur du groupement.

En outre, la Communauté d'agglomération RLV s'engage à réaliser les actions dont elle assure la maîtrise d'ouvrage, conformément au contrat territorial.

3.2 – Engagements des EPCI bénéficiaires

Les EPCI bénéficiaires s'engagent à :

- Faciliter la conduite des missions de la Communauté d'agglomération RLV, notamment par la mise à disposition des informations, données, études et tous autres éléments de connaissance disponibles concernant le territoire de chacun des EPCI, quel que soit le type de format ;
- Faciliter la conduite des missions de la Communauté d'agglomération RLV notamment en facilitant les prises de contact avec les agents et élus des EPCI, ainsi qu'avec les propriétaires riverains ;
- Participer aux instances mises en place dans le cadre du contrat territorial ;
- Assurer le remboursement des frais engagés par la Communauté d'agglomération RLV pour mener à bien les missions identifiées à l'article 3.1 de la présente convention ;

- Respecter leur obligation de réalisation des actions telles que prévues par le contrat territorial ;

ARTICLE 4 – Modalités de la coopération

Afin d'assurer une vision coordonnée à l'échelle du bassin versant Morge-Buron-Merlaude de l'exercice des missions relatives à la gestion des milieux aquatiques, un comité de suivi regroupant les représentants élus des EPCI signataires de la présente convention est mis en place.

Les partenaires institutionnels et financiers (Agence de l'eau Loire-Bretagne, Conseil départemental du Puy-de-Dôme) sont intégrés à ce comité de suivi du contrat territorial.

Un comité de pilotage du contrat territorial regroupe, autour du comité de suivi, l'ensemble des partenaires et acteurs du territoire concerné par la gestion des milieux aquatiques. Sa composition est précisée dans le contrat territorial.

Ce comité de pilotage se réunira au moins 1 fois par an et aura notamment pour missions :

- l'examen des bilans annuels des actions mises en œuvre ;
- la validation des actions à engager l'année suivante ;
- la validation des éventuelles évolutions du programmes d'actions et, le cas échéant, des avenants au contrat ;
- le suivi financier du programme.

Les EPCI bénéficiaires se réservent le droit d'effectuer à tout moment des contrôles techniques, financiers et comptables qu'il estime nécessaires en ce qui concerne le déroulement des missions objet de la présente convention. Aussi, la Communauté d'agglomération RLV transmettra aux EPCI bénéficiaires, sur demande expresse de ces dernières, les documents permettant de réaliser ces vérifications.

ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIERES DE LA COOPERATION

5.1 – Coûts prévisionnels de l'opération

Les coûts prévisionnels des missions objets de la présente convention sont estimés à 110 250 € TTC par an au total.

Ces coûts comprennent :

- Les charges du personnel affecté à la mission (deux agents dont une chargée de mission GEMAPI de catégorie A et une technicienne de rivière de catégorie B, représentant 0,95 équivalent temps plein (ETP) chacune) ;
- Les charges générales correspondant aux dépenses courantes associées aux deux agents précités (carburant, matériel bureautique, électricité notamment) ;
- Les charges d'équipement du personnel affecté à la mission (achat d'un véhicule, ordinateurs, bureautique, logiciels notamment).

Le détail de ces coûts figure dans le tableau ci-dessous :

Type de charge	Montant (€ TTC/an)	Observation
Personnel	90 250	2 agents à 95 %

Général	17 000	Forfait frais généraux : carburant, fourniture, électricité, ...
Investissements	3 000	Acquisition de matériels, logiciels
TOTAL annuel	110 250	

Ce coût et le détail de la répartition est donné à titre indicatif et n'engage en aucun cas les parties sur la répartition finale des coûts.

En cas de dépassement de 15 % du coût total prévisionnel de l'opération objet de la présente convention et d'impact à la hausse de la contribution de chaque EPCI, la poursuite des actions sera subordonnée à l'accord unanime de ces derniers et donnera lieu à la passation d'un avenant.

5.2 – Modalités de remboursement des frais supportés par la communauté d'agglomération RLV

La mise en œuvre de la présente convention n'entraîne aucune rémunération de la Communauté d'agglomération RLV et induit des transferts financiers qui se limitent au seul remboursement des frais réellement encourus par chacun des EPCI bénéficiaires compte tenu des droits et obligations mutuels établis par la présente convention et de l'absence de tout intérêt commercial à coopérer.

Ce remboursement sera effectué selon une clé de répartition tenant compte du linéaire de cours d'eau situé sur le territoire de chaque EPCI. En raison du faible linéaire situé sur le territoire de Vichy Communauté, des moyens humains dont dispose cet EPCI et de la faible proportion des actions concernant la Merlaude, les coûts prévisionnels visés à l'article 5.1 ci-avant (après déduction des subventions), sont répartis comme suit :

	Longueur (m)		Contribution à la coopération (€/an)
	Poids :	100 %	
CC Plaine Limagne	137 884	27 %	7 425
CA Riom Limagne et Volcans	214 737	42 %	11 550
CC Combrailles Sioule et Morge	157 566	31 %	8 525
Total	518 064	100 %	27 500 €/an

Le remboursement porte sur les coûts réels afférents à la réalisation des missions objets de la présente convention tels qu'ils sont définis à l'article 5.1 ci-avant.

Le coût réel des missions précitées est fixé sur la base d'un récapitulatif précisant le montant des dépenses avancées par la Communauté d'agglomération RLV par poste et après soustraction des éventuelles subventions obtenues par cette dernière pour les présentes missions.

Les EPCI bénéficiaires s'engagent, chacun en ce qui concerne leur quote-part de participation établie conformément à la clé de répartition prévue ci-dessus, à rembourser à la Communauté

d'agglomération RLV le montant correspondant sur présentation par cette dernière du titre de recette correspondant dans le mois qui suit sa réception.

Les règles relatives aux délais de paiement prévues par l'article L. 2521-1 du code de la commande publique sont applicables.

ARTICLE 6 – Durée de la convention

La convention est consentie pour une durée de 3 ans à compter de la signature de la présente par les parties.

Cette convention pourra être renouvelée suivant l'accord exprès des parties par période de 3 ans.

Les parties s'engagent à se réunir au plus tard six (6) mois avant l'expiration de cette dernière afin de se prononcer sur sa reconduction éventuelle.

ARTICLE 7 – Modification / résiliation anticipée de la convention

La présente convention ne pourra être modifiée que sous forme d'avenant, notamment, en cas de dépassement du coût prévisionnel total tel que prévu à l'article 5.1 de la présente convention.

Les règles applicables à la résiliation telles que prévues à l'article L. 2521-3 du code de la commande publique sont applicables à la présente convention.

La présente convention pourra être résiliée par chacune des parties avant le terme prévu à l'article 6 de la présente convention sous la forme d'une lettre recommandée avec avis de réception adressée au cosignataires 4 mois avant la prise d'effet de la résiliation.

En cas de résiliation anticipée de la convention, un état des frais réels engagés par la Communauté d'agglomération RLV à la date de la résiliation sera établi par cette dernière sur la base des critères définis à l'article 5.2 de la présente convention et sera adressé à chacun des EPCI bénéficiaires pour remboursement.

ARTICLE 8 – Assurances

Chacune des parties s'engage à contracter auprès d'une compagnie d'assurances notoirement solvable, une assurance couvrant leurs missions et interventions résultant de la présente convention.

ARTICLE 9 – Règlement amiable des différends et compétence juridique

Les règles relatives au règlement amiable des différends des parties à un marché public telles que prévues à l'article L. 2521-4 du code de la commande publique sont applicables à la présente convention.

En cas de différend né de l'application de la présente convention, le litige sera soumis à l'appréciation du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.

Fait à **, le *** (*à préciser*)

En quatre exemplaires originaux

Pour la Communauté de Communes Plaine Limagne
Le Président

Pour la Communauté de Communes Combrailles Sioule et Morge
Le Président

Pour la Communauté d'agglomération Vichy Communauté
Le Président

Pour la Communauté d'agglomération Riom Limagne Volcans
Le Président

Accusé de réception d'un acte en préfecture

DELIBERATION N° 38 DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 04/03/2021

Objet de l'acte : CONTRAT TERRITORIAL MORGE-BURON-MERLAUDE 2021-2023 ET
CONVENTION DE COOPERATION PUBLIC-PUBLIC ET DE GESTION DE
SERVICE

.....
Date de décision: 04/03/2021

Date de réception de l'accusé 22/03/2021

de réception :

.....
Numéro de l'acte : 04MARS2021_38

Identifiant unique de l'acte : 003-200071363-20210304-04MARS2021_38-DE

.....
Nature de l'acte : Délibération

Matières de l'acte : 8 .8

Domaines de competences par themes

Environnement

Date de la version de la 29/08/2019

classification :

.....
Nom du fichier : 38.pdf (99_DE-003-200071363-20210304-04MARS2021_38-DE-1-
1_1.pdf)